

Le groupe AFD et l'Europe en Océan Indien

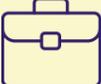


Archipel des Comores © Bertrand Fannonel

Puissance du partenariat européen


14 ans
de partenariat

.....


60
pays soutenus

Animés par des convictions communes, le groupe AFD et la Commission européenne (CE) travaillent depuis 2008 pour renforcer l'impact de leurs financements et l'efficacité de l'aide au développement. Un partenariat central pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Habilité à gérer des fonds européens depuis 2008, le groupe AFD est devenu en 14 ans un partenaire de référence de la Commission. Sur le dernier cadre financier européen 2014-2020, ce sont 2,8 milliards d'euros que la Commission a choisi de confier à l'Agence, contribuant ainsi à améliorer l'impact de plus de 220 de ses projets au bénéfice des populations dans une soixantaine de pays.

La vigueur de ce partenariat s'explique par une très forte convergence des visions stratégiques des deux institutions, mais aussi par la richesse du dialogue entre leurs équipes, à Bruxelles comme sur le terrain, le groupe AFD et la CE disposant d'un réseau de représentations locales sans équivalent au sein de la famille européenne.

Une large palette d'outils mobilisés et un effet levier

Le partenariat prend corps à travers une large palette de modalités de financements, adaptés aux contextes et aux différents types de besoins des contreparties : délégation de subventions, y compris à travers les fonds fiduciaires, adossement de subventions européennes aux prêts du groupe AFD, développement d'un portefeuille d'opérations bénéficiant de garanties européennes...

Dès que cela est possible, les deux institutions font le choix de structurer leurs interventions dans le cadre des facilités de mixage, qui permettent de maximiser l'utilisation des subventions européennes, grâce à l'effet de levier qu'elles entraînent sur les prêts des bailleurs. Entre 2014 et 2020, 9 milliards d'euros de prêts et de subventions du groupe AFD ont ainsi pu être mobilisés aux côtés de près d'1,6 milliards d'euros en provenance de la Commission pour contribuer à financer des actions de développement dans près de 60 pays d'Afrique, du pourtour méditerranéen, d'Asie-Pacifique ou encore d'Amérique latine et des Caraïbes. Ce niveau d'engagement positionne le groupe AFD en tant que 1^{er} partenaire bilatéral de la Commission en matière de mixage, et 2^e partenaire juste derrière la Banque européenne d'Investissement.

En 2017, le groupe AFD a aussi tenu à répondre présent lors du lancement du Fonds européen pour le développement durable (FEDD), destiné à soutenir, par le biais de mécanismes innovants de garanties, les investissements en Afrique et dans les pays du voisinage de l'Union, dans une optique de réalisation des ODD, et en particulier d'éradication de la pauvreté. L'Agence s'est là encore trouvée parmi les tous premiers partenaires de la Commission dans la conception de ces nouveaux outils, se plaçant seconde en termes de niveau de garanties mobilisables au profit des partenaires du Sud.

Afin de porter des positions plus fortement, le Groupe crée des alliances au sein de plateformes inclusives telles que le Partenariat renforcé rassemblant les institutions bilatérales financières de développement (AFD, KfW, CDP et AECID), le réseau des EDFI (European Development Finance Institutions), IDFC (International Development Finance Club) et le Réseau des praticiens présidé en 2018-2019 par Expertise France. Proparco, la filiale du Groupe dédiée au secteur privé, participe également au montage d'outils européens bénéficiant à plusieurs DFIs.

#TeamEurope : un partenariat encore plus soutenu

Fort de cette expérience et de son réseau, le groupe AFD ambitionne de poursuivre et d'amplifier cette dynamique partenariale, selon une approche #TeamEurope destinée à renforcer les synergies et l'implication de tous dans la mise en œuvre de l'agenda européen du développement, conformément aux principes de cohérence, coordination et d'efficacité de l'aide. Avec l'intégration d'Expertise France, accréditée depuis 2011 auprès de la CE, la gamme des outils du groupe AFD s'élargit pour accompagner toujours mieux les contreparties dans l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris.


2,8
Mds €

.....


220
projets

Les Comores

Mayotte

La Réunion

Maurice

Le groupe AFD et l'Europe en Océan Indien



Les TAAF



S.E.M. Vincent Degert, Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles, nous apporte sa vision sur le partenariat stratégique de l'Union européenne avec le groupe AFD en Océan Indien.

Depuis plus de 35 ans, la Délégation de l'Union européenne à Maurice œuvre aux côtés de la Commission de l'Océan Indien (COI) afin de renforcer les capacités et les moyens de ses Etats Membres à travers une coopération régionale fondée sur la

solidarité, l'échange d'expertises et de savoir-faire, ainsi que la mutualisation des ressources. Basée sur de solides partenariats avec les institutions nationales et les acteurs de terrain, cette coopération apporte ainsi des résultats concrets aux citoyens de la région. Qu'il s'agisse de santé humaine et animale, de lutte contre le changement climatique, d'énergie plus propre, de meilleure gestion des ressources marines ou de sécurité des activités maritimes, notre coopération a indéniablement un impact direct sur l'environnement dans lequel vivent et travaillent les populations, sur leurs activités économiques et sur leur quotidien.

Nous consolidons chaque jour cette coopération, en étroite collaboration avec l'Agence Française de Développement, à travers la mise en œuvre de plusieurs projets tels que Hydromet sur la météorologie et le Réseau de surveillance et d'investigation épidémiologique (RSIE); ils permettront demain, grâce à l'union de nos forces et de notre expertise, de bâtir une meilleure résilience des pays de la région face au dérèglement climatique et aux crises sanitaires à venir. Nous agissons aussi afin que notre engagement commun dans la région contribue à la mobilisation internationale face aux grands enjeux globaux qui, comme la pollution et la question de la préservation de la biodiversité façonneront l'avenir de l'Indianocéanie et celui de ces habitants.

S.E.M. Vincent Degert

Ambassadeur de l'Union européenne (UE) auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles



6

Nombre de pays concernés



26

Nombre de projets*



22

projets en cours d'exécution*



75 M€

Montant des fonds délégués par l'UE au Groupe AFD dans la région

Les fonds de l'UE ont permis d'accompagner 572 M€ de financements du groupe AFD et de ses partenaires.



S.E.M. Giovanni Di Girolamo, Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores, évoque le partenariat de l'Union européenne avec le groupe AFD à Madagascar.

L'Union européenne et l'Agence Française de Développement ont depuis plus de 60 ans un partenariat privilégié avec Madagascar. Cette plaquette de présentation illustre quelques succès

auxquels l'AFD et l'Union européenne ont contribué ensemble. Dans le cadre de la réponse à la pandémie de Covid-19, l'approche « Team Europe » a montré tout l'intérêt que les acteurs européens ont à mieux se coordonner. Cette approche est désormais structurante pour la mise en œuvre de notre coopération avec Madagascar. Elle vise un meilleur alignement européen des priorités, des actions conjointes, et un cadre de résultat commun.

Aussi, le partenariat entre l'AFD et l'Union européenne va s'approfondir dans le futur, notamment autour des enjeux liés à l'énergie, à l'environnement et à la jeunesse. Il mise sur les relations anciennes de nos institutions avec Madagascar, sur nos complémentarités et nos savoir-faire, et sur l'ambition d'avoir un impact transformatif dans ces domaines, pour lesquels les parties malgaches et européennes ont des intérêts mutuels.

S.E.M. Giovanni Di Girolamo

Ambassadeur de l'Union européenne (UE) auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores



Mme Thérèse RAVAOHARIMANANA, 65 ans, lavandière dans un quartier prioritaire de Antananarivo à Madagascar. ©AFD



Vimal Motee, chef de projet Sunref chez Business Mauritius ©Jean Jacques Fabien de la Société Fotoshoot Productions Co Ltd

*Projets AFD-UE incluant les projets sur fonds délégués européens achevés ou en cours d'exécution et les projets AFD en cours d'exécution accompagnés d'un soutien FEDER - INTERREG.



PRÉSERVER, CONSERVER ET PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Extinction des espèces, destruction des milieux naturels, changement climatique : les pressions sur la biodiversité et l'impact sur les populations sont sans précédent. La protection de la biodiversité est au cœur des financements du groupe AFD. Les projets financés visent à enrayer la perte en biodiversité, assurer la protection des écosystèmes, accompagner la restauration et la gestion des espaces naturels, avec et au bénéfice des populations.

Chaque projet financé est évalué au regard de son impact sur la biodiversité. En 2019, près de 70% des financements AFD ont contribué à la préservation de la biodiversité. Enjeu global, la biodiversité est au cœur des préoccupations de la Commission qui souhaite intensifier ses efforts pour soutenir la conservation, la gestion et l'utilisation durable des ressources naturelles, de la biodiversité et des écosystèmes.



Merops superciliosus connu sous le nom de guêpier ou « Ndiwi Ndiwi » en langue comorienne shiKomori ©Bertrand Fannonel



VARUNA: une ambition régionale en faveur de la biodiversité

VARUNA, est le premier programme régional du Groupe AFD à intervenir à l'échelle de tous les territoires du hotspot de biodiversité indianocéanique. D'un montant de 10M€, l'animation du programme est assurée par Expertise France qui coordonnera les actions de partenaires locaux et régionaux. La première phase de 2021 à 2025 permet d'associer les universitaires (Université de Maurice, Université des Mascareignes), la société civile (l'Association des Réserves Naturelles de France, les Naturalistes de Mayotte), les gestionnaires des aires protégées, le secteur privé (l'Union des chambres de commerce de l'océan Indien (Cap Business OI) et la sphère des opérateurs publics français (le CIRAD, l'IRD, le MNHN) afin de contribuer à protéger 30% du hotspot.



6

Nombre de pays concernés



10 M€

Montant du financement*



30%

du hotspot régional protégé



Le Marion Dufresne au large de l'archipel de Crozet ©Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF)



RECI : Restauration des écosystèmes insulaires de l'océan Indien

Identifié comme l'un des 35 hotspots de biodiversité mondiale, l'AFD et l'UE sont aux côtés des Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF) pour préserver ses écosystèmes insulaires, laboratoires uniques de biodiversité peu anthropisés et marins. L'enjeu est de restaurer des écosystèmes insulaires menacés et réduire à l'échelle régionale la pression exercée par les espèces exotiques envahissantes. Grâce au projet, les écosystèmes restaurés seront fonctionnels et leur résilience au changement climatique augmentée, les connaissances acquises sur le suivi des écosystèmes et les plans de biosécurité permettront de mieux anticiper les pressions (réseaux d'alerte...). Sur le plan régional, le partage des méthodes et de bonnes pratiques transposables entre les acteurs seront recherchées.



1

Nombre de pays concernés



5 M€

Montant du financement*

*Montant du financement AFD-UE



ÉNERGIE : POUR UNE OFFRE ACCESSIBLE EFFICIENTE ET DÉCARBONNÉE

Plus d'un milliard de personnes n'a pas accès à l'électricité et les énergies fossiles, responsables de deux tiers des émissions de gaz à effet de serre, demeurent la principale source d'énergie consommée dans le monde. Dans le même temps, les problèmes d'accès demeurent un frein au développement et à la satisfaction des besoins essentiels des individus.

Un investissement massif et concerté en faveur

d'un accès universel à des services énergétiques efficaces et décarbonés est indispensable. L'esprit du partenariat AFDxUE est matérialisé par des interventions communes autour d'axes clés : l'accès à des services de qualité, y compris en zone rurale, l'interconnexion régionale des réseaux électriques, le financement des énergies renouvelables, en direct ou via des programmes de finance verte et l'efficacité énergétique.



Vu d'une ferme solaire à l'île Maurice ©Fabien Dubessay



Vue de panneaux solaires à Maravoto ©Délégation de l'UE à Madagascar



SUNREF Maurice : pour un futur plus vert

Le groupe AFD et l'UE accompagne, depuis 2009, la transition de Maurice vers une économie bas carbone, résiliente au changement climatique et inclusive. En partenariat avec trois banques locales (MCB, SBM, AfrAsia Bank), une filière de la finance verte a été développée grâce à une ligne de crédit de 165,7M€ à destination particulièrement des entreprises afin de soutenir leurs projets d'atténuation ou d'adaptation au changement climatique et d'égalité Femmes Hommes. Par des prêts, des primes à l'investissement et un accompagnement technique soutenu par l'UE, le label Sunref leur permet ainsi de financer des projets d'efficacité énergétique, d'énergie renouvelable, de gestion des ressources naturelles ou de protection de l'environnement tout en gagnant en compétitivité.



1

Nombre de
pays concernés



114 M€

Montant du financement
Sunref III*



270

projets soutenus
depuis 2009



SUNREF Madagascar : pour un développement durable de l'île

Le programme SUNREF Madagascar comporte deux lignes de crédit bancaires AFD dédiées au financement des entreprises et des particuliers qui désirent investir dans des projets de transition et d'efficacité énergétique, un dispositif d'incitation financière via des primes à l'investissement, un programme d'Assistance Technique soutenu par un financement européen délégué.

En partenariat avec deux banques locales MCB MADAGASCAR et BNI MADAGASCAR, il vise à soutenir un développement plus sobre en énergie et en carbone, un meilleur accès à l'énergie et la protection de l'environnement à Madagascar, ainsi qu'un renforcement pérenne des capacités locales de tout l'écosystème de la finance verte.



1

Nombre de
pays concernés



13.7 M€

Montant du financement*



100

projets soutenus

*Montant du financement AFD-UE



LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les modèles actuels de production et de consommation épuisent la biodiversité et les ressources naturelles et les gaz à effet de serre que nous émettons accélèrent le changement climatique. Le climat est une priorité pour l'AFD et l'Union européenne. Parce que climat et développement sont deux urgences liées. Parce que partout dans le monde, les transitions énergétique et écologique sont porteuses d'opportunités.

La stratégie de l'Union européenne et de l'AFD en matière de climat se concentre autour de deux priorités : aider les pays en développement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux effets du changement climatique.



Illustration de rafales de vent lors d'un cyclone tropical ©COI



La ligne téléphérique du chef lieu, Saint Denis de La Réunion ©POMA



HYDROMET : Hydro Météorologie et Services Climatiques

La Commission de l'Océan Indien (COI), organisation intergouvernementale regroupant les Comores, Madagascar, la France, Maurice et les Seychelles, a estimé le coût économique des catastrophes, essentiellement météorologiques, à 17,2 Milliards de dollars sur les trente dernières années pour tous ses états membres.

L'objectif principal du projet HYDROMET, co-financé par le Fonds Vert pour le Climat, l'Europe et la France via l'AFD, est de renforcer la connaissance du climat dans la région, en permettant aux services nationaux de météorologie de mieux réaliser leur mission de prévision, de contribution aux alertes précoces et de production de projections climatiques dans un cadre régional.



5

Nombre de pays concernés



58,33 M€

Montant du financement*

*Montant du financement AFD-UE



PAPANG : Le téléphérique urbain de St Denis de La Réunion

Avec 150 000 habitants, Saint-Denis est la ville la plus peuplée des Outre-mer. La ville doit faire face à un engorgement croissant de son réseau routier. Alternative aux véhicules polluants et facteur d'inclusion sociale, le premier téléphérique d'Outre-mer devrait y voir le jour au premier semestre 2022.

La ligne aérienne de 2,7 kilomètres sera parcourue par cinq stations par lesquelles transiteront 6 000 voyageurs chaque jour. Ce transport permettra d'améliorer les interfaces entre les zones d'emploi et d'habitat ainsi qu'entre les pôles d'échanges de transports en commun. Le projet porté par la Communauté Intercommunale du Nord de La Réunion (CINOR) bénéficie de subventions FEDER INTERREG et s'accompagne du développement de la zone autour des stations pour en faire des lieux de vie animés.



1

Nombre de pays concernés



27,25 M€

Montant du financement*



AGIR ENSEMBLE POUR AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SOINS

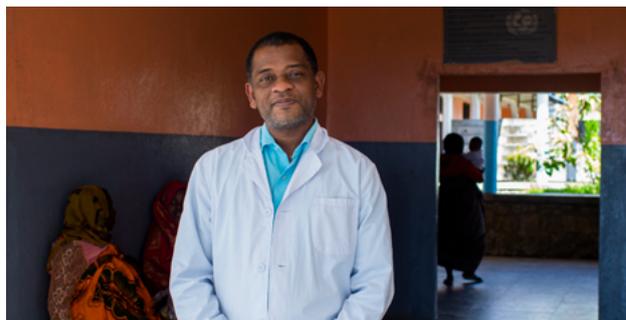
L'accès à des soins de qualité et à une protection sociale pour tous, la réduction de la mortalité maternelle et infantile ou la résilience face aux dérèglements climatiques sont autant de défis majeurs contemporains. À la croisée des problématiques démographiques, économiques et environnementales se trouvent les enjeux de santé et de protection sociale.

Le groupe AFD s'engage pour accompagner les transitions démographique et sociale.

Depuis 2014, l'AFD s'est efforcée de mobiliser davantage de délégations de fonds européens dédiés aux enjeux de santé pour garantir l'accès à la santé des plus pauvres et des plus vulnérables. La santé est considérée comme un facteur de résilience, et afin de répondre à ces enjeux plurifactoriels, l'AFD gère des fonds européens en subventions.



Laboratoire d'analyse ©Commission de l'Océan Indien (COI)



Dr Zahardine Djanffar, médecin chef à Mrémani sur l'île d'Anjouan ©AniaGruca



RSIE Sega One Health : Santé et veille sanitaire

Les États membres de la Commission de l'Océan Indien (COI) partagent un espace commun face aux épidémies et pandémies. Le projet « Réseau de surveillance et d'investigation épidémiologique » (RSIE) a été décisif courant 2020 dans la gestion de la crise sanitaire COVID-19 afin de protéger les populations de l'océan Indien. Les activités du réseau SEGA ont été renforcées (surveillance épidémiologique, gestion des alertes et des ripostes, formation -collaboration avec la recherche) tout en intégrant l'articulation entre santé humaine et santé animale (concept One Health). La prochaine phase, en partenariat avec l'Union européenne (UE), vise à compléter les activités de veille et de riposte sanitaire et à renforcer les systèmes de laboratoires nationaux afin de favoriser leur coopération au niveau régional.



5

Nombre de pays concernés

*Montant du financement AFD-UE



21,15 M€

Montant du financement*



Coopération régionale sanitaire renforcée aux Comores

La santé figure parmi les axes d'intervention prioritaires du Plan de développement France-Comores mis en oeuvre par le groupe AFD. L'enjeu du projet : renforcer la coopération régionale en santé (COREG) afin d'améliorer de manière pérenne l'offre de soins en Union des Comores à travers notamment les opérateurs de La Réunion (CHU) et de Mayotte (ARSM, CHM). Le CHM devrait bénéficier d'un financement européen FEDER INTERREG complémentaire au projet COREG pour mener à bien ses missions de coopération en santé. Soutenu par la France à travers le groupe AFD et l'Union européenne en partenariat avec le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale, et de la Promotion du Genre, le projet vise à élaborer et mettre en œuvre une stratégie de coopération durable et concertée, à appuyer le renforcement de filières de soins ciblées pour améliorer la prise en charge des patients comoriens au niveau régional et développer un dispositif pérenne de renforcement des compétences des professionnels de santé.



3

Nombre de pays concernés



5 M€

Montant du financement*



DÉVELOPPER DES INFRASTRUCTURES DURABLES

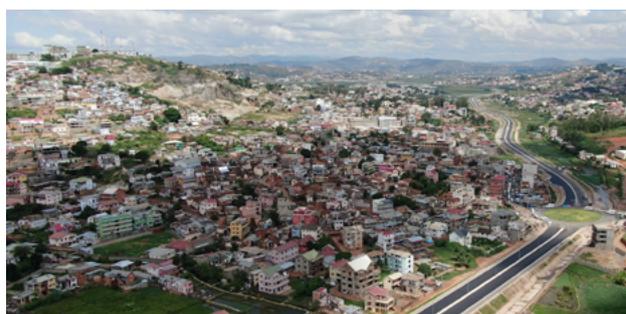
Investir dans les infrastructures sûres, efficaces et durables est primordial pour faire reculer la pauvreté, stimuler l'économie et les investissements productifs, créer de l'emploi, et ainsi permettre de répondre à la fois aux besoins des populations, des entreprises et des territoires. Relever ce défi majeur suppose d'une part de mobiliser les ressources suffisantes, ce qui nécessite de lever les freins à l'investissement,

tout en s'assurant que ces infrastructures sont résilientes et respectueuses de l'environnement, pour un développement juste et durable.

Le groupe AFD et l'Union européenne ont donc fait de ce secteur une priorité, tant en milieu urbain que rural. De nombreux projets dans les domaines de l'énergie, de l'eau, de l'assainissement et des transports sont ainsi accompagnés.



Fontaine dans un quartier prioritaire d'Antananarivo ©Cyril Le Tourneur d'Ison



Vue sur la rocade d'Antananarivo ©Pascal Campo

LALANKELY : Désenclaver et assainir les quartiers prioritaires d'Antananarivo

Avec l'afflux de population dans les quartiers défavorisés de la capitale et de sa périphérie et un taux d'environ 70% de constructions illicites., les conditions de vie s'y détériorent faute d'infrastructures et d'équipements. La France à travers le groupe AFD et l'UE soutiennent le projet « Lalankely » (ruelles en malgache) dont les deux premières phases ont bénéficié à plus de 700 000 personnes en termes de mobilité, d'accès à l'eau potable, d'amélioration des conditions sanitaires et de collecte des déchets. 80 kilomètres de ruelles et de voies carrossables ont été construits, des dizaines de bornes fontaines, de lavoirs et de blocs sanitaires. La troisième phase devrait améliorer les conditions de vie de plus d'un million de personnes.

ROCADE : Désengorger la capitale malgache et fluidifier les échanges économiques

Faute de voiries satisfaisantes, la ville d'Antananarivo subit un engorgement de plus en plus grave du trafic qui ralentit son développement économique et celui du pays. La France, au travers de l'AFD, et l'UE contribuent à soutenir l'état malgache dans la construction d'un boulevard urbain de 8 kilomètres qui désengorgera l'agglomération.

La rocade mise en service permettra d'améliorer l'accessibilité interne de la capitale en soulageant les autres voies, mais aussi de renforcer son accessibilité externe en fluidifiant le trafic vers les autres provinces et les ports. Le financement de l'AFD porte également sur l'aménagement urbain maîtrisé aux abords de la rocade, notamment pour préserver les zones tampons et prévenir les inondations.



1

Nombre de
pays concernés



36 M€

Montant du financement*



1 M

de bénéficiaires



1

Nombre de pays concernés



56,8 M€

Montant du financement*

*Montant du financement AFD-UE

●●● Koen Doens

Le partenariat entre le groupe AFD
et l'Union Européenne : axe structurant
de la nouvelle Équipe Europe.

Dans le contexte d'une nouvelle ambition géopolitique européenne et de la recherche de collaborations renforcées au sein de l'Équipe Europe, le partenariat entre le groupe AFD et l'Union européenne se trouve à un moment charnière. Éclairage de Mr. Koen Doens, Directeur Général pour les Partenariats Internationaux (DG INTPA) à la Commission européenne.



Le cadre financier européen 2014-2020 a été marqué par le déploiement de nombreuses solutions de financement. Quel regard posez-vous sur la contribution du groupe AFD à ce mouvement?

Un regard positif et attentif, car le groupe AFD est pour nous un partenaire privilégié dans l'appui aux politiques publiques de développement et pour la stabilisation des zones les plus fragiles. Le groupe AFD est l'un des premiers pourvoyeurs d'appui budgétaire dans le monde et nous travaillons en étroite collaboration pour mieux répondre aux besoins de nos pays partenaires. La réponse à la crise de la COVID-19 nous a donné l'occasion d'intensifier cette coopération. Et ceci dans le cadre de l'Équipe Europe, devenue la colonne vertébrale de la programmation de l'Union Européenne pour les années 2021-2027. En combinant ce que nous faisons collectivement à travers l'Union européenne et ce que font les Etats Membres à travers leurs actions bilatérales, nous créons un ensemble plus grand et plus fort que la somme de ses parties.

Vous le savez, le groupe AFD s'agrandit et accueille Expertise France. Qu'en pensez-vous?

La Commission européenne suit avec intérêt cette dynamique française d'intégration. Une stratégie qui fait écho à la recherche d'approches plus concertées de l'Équipe

Europe. Ces développements s'inscrivent tous deux dans une démarche plus stratégique, et reflètent la conviction que le 'faire ensemble' est porteur d'efficacité et de résultats. L'expansion du groupe AFD permettra donc à la Commission de coopérer avec un acteur qui travaille de façon holistique, et pourra se prévaloir d'une palette d'atouts précieux: solide expérience dans le domaine du développement, savoir-faire multisectoriel, présence importante sur le terrain et profonde connaissance de nos pays partenaires.

Qu'attendez-vous du groupe AFD dans le cadre du nouveau cadre financier européen 2021-2027?

Le format Équipe Europe offre à l'UE et à ses États membres l'occasion d'intensifier notre impact collectif et d'accroître notre visibilité. La collaboration avec le groupe AFD va nous aider à traduire cette approche en actions concrètes. Il s'agit de mettre en œuvre la vision commune d'une relance durable, inclusive, verte et numérique. Le groupe AFD pourra notamment contribuer à stimuler l'investissement dans nos pays partenaires, tout en offrant une capacité d'assistance technique pour soutenir ces dynamiques. À travers les Initiatives Équipe

Europe, auxquelles le groupe AFD participe tant au niveau de la conception que du financement, notre objectif est de fédérer toutes les forces de la coopération européenne autour de projets véritablement transformationnels, en soutien de nos pays partenaires. La mise en place du groupe AFD permet à cette coopération de s'appuyer sur un éventail complet d'instruments, de modalités et de ressources. En outre, la présence du groupe AFD sur le terrain est un grand atout. Ce partenariat renforcé avec le groupe AFD est important aussi pour le précédent qu'il crée. En effet, nous souhaitons aller vers plus de collaborations de ce type, afin de continuer à gagner en efficacité et en impact.

La présence du groupe AFD sur le terrain est un grand atout.

Pour un monde en commun

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation sur le développement durable, de sa filiale Proparco, dédiée au financement du secteur privé, et d'Expertise France, agence de coopération technique, le Groupe finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient. Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france
5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France
Tél. : +33 1 53 44 31 31